





Les journées de la  
coopération UE - Liban

**Droits de l'homme**



# Les journées de la coopération UE - Liban

## Droits de l'homme



2010

### Renforcer les capacités et les ressources du parlement libanais afin d'exercer efficacement les fonctions législatives et de contrôle

€ 5 000 000

Organisation chargée de la mise en application: Fondation Westminster pour la Démocratie.  
Partenaires: Bureau de Vérification Nationale, la Scrutiny Unit (Unité de Vérification) de la Chambre des Communes en Angleterre, l'Institut des Finances, la Cour des Comptes, l'Université Libanaise.

Le projet vise à promouvoir le professionnalisme de l'activité législative et de contrôle du Parlement libanais en fournissant une assistance technique, des équipements et des formations au personnel et aux acteurs clés du Parlement et des deux principaux comités parlementaires: le comité des finances et du budget et le comité d'administration et de justice. A cet effet, une Unité Consultative a été créée au sein du Parlement afin de venir en soutien aux comités dans les domaines suivants : a) examen législatif (soutenir le comité dans la recherche et l'expertise technique afin de réaliser l'examen législatif et les politiques du gouvernement) b) examen financier (offrir un large éventail d'expertises financières aux comités (budget, optimisation des ressources, analyses des politiques, rapports ministériels, rapports sur le rendement).

2010

### Planification de politiques et gouvernance

€ 9 000 000

Ce projet vise à traiter la plupart des priorités reprises dans la version actualisée de la Stratégie de Réforme et de Développement de l'administration publique libanaise préparée par l'Office du Ministère d'État à la Réforme Administrative (OMSAR) et validée lors d'un atelier organisé en octobre 2011 réunissant de hauts responsables des ministères, d'agences publiques, de la société civile et différents donateurs. Le gouvernement libanais s'engage à élaborer une planification stratégique et une gestion moderne des ressources humaines dans l'administration, adopter les principes de bonne gouvernance dont la lutte contre la corruption et la concussion, appliquer les principes de transparence et de responsabilisation en révisant et modernisant les lois connexes, favoriser un meilleur accès des citoyens aux informations et renforcer la capacité de contrôle financier.

Le projet contribuera à l'amélioration des fonctions de planification de chaque ministère (Santé, Tourisme, Industrie, Affaires Sociales) et renforcera la capacité de gestion dans les administrations clés. Il visera également à rationaliser les processus d'affaires en simplifiant les procédures. Aussi, ce projet traitera renforcera le cadre et la structure institutionnelle relevant des marchés publics et du contrôle.

2009

### Renforcer les droits de l'homme et la démocratie au Liban

€ 10 000 000

Ce vaste programme comprend trois composantes distinctes:

#### 1. La Citoyenneté (OMSAR)

Renforcer le Rôle de la Société Civile (2.5M€). AFKAR III se basera sur les réalisations d'AFKAR I et II (2003 et 2005) et portera sur l'établissement de synergies entre les organisations libanaises de la société civile travaillant dans le même domaine, ainsi qu'entre ces organisations et le gouvernement. Ce nouveau point central vise à limiter les pressions politiques/religieuses qui font entrave aux partenariats, à atténuer la fragilité financière de la plupart des ONG et à promouvoir le dialogue sur les politiques.

Le Soutien aux Réformes Électorales (2M€) est le volet du projet qui se consacrera spécifiquement à la réforme électorale.



## 2. La protection des travailleurs migrants (1.5M€) – accord de contribution avec l'organisation internationale du travail (oit)

Les Employées de Maison Immigrées (WDMW). Un soutien sera accordé aux efforts en cours destinés à la régularisation et la protection des employées de maison immigrées. Cela sera canalisé par l'Organisation Internationale du Travail qui a acquis une vaste expérience dans le domaine des employées immigrées au Liban. Le ministère du Travail a expressément demandé le soutien de l'OIT pour le développement d'un plan d'action traitant de la gestion de la migration de main-d'œuvre et des stratégies et outils de régulation concernant les travailleurs migrants. Les bonnes pratiques d'exécution d'un contrat unifié, la proposition d'intégration des employées de maison dans le cadre juridique national et la recherche d'accords bilatéraux entre les pays d'origine et de destination sont autant de leçons tirées et de bonnes pratiques que cette composante reproduira au Liban.

## 3. Le soutien à la réforme pénitentiaire (2m€) – accord de contribution avec l'office des nations unies contre la drogue et le crime ONUDC

En mars 2006, le ministère de l'Intérieur a officiellement demandé au ministère de la Justice d'assumer la gestion des prisons. Il y a désormais un consensus général sur la poursuite d'un programme sur 5 ans (2009-2012). L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) a été officiellement chargé, par le ministère de la Justice, de mener le soutien aux activités visant à faciliter le transfert de la gestion des prisons. Il est donc le partenaire le mieux placé pour la mise en œuvre de ce projet. L'ONUDC a déjà entrepris un premier projet pilote réussi, financé par la Suisse et les Pays-Bas dans la prison de Roumieh (2008). La composante proposée s'appuiera sur cette expérience afin de soutenir le transfert de la gestion du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice.

2008

## La modernisation du secteur libanais de la justice

€ 10 000 000

**RÉSUMÉ** La modernisation de la justice au Liban a été négligée depuis le début de la guerre civile. Une justice efficace et moderne est néanmoins essentielle pour le développement durable et la consolidation de l'État de Droit.

Le programme vise à contribuer à la consolidation de l'État de Droit en soutenant la modernisation du secteur de la justice. Il soutient la mise en œuvre du Plan Directeur sur les Technologies de l'Information lié à l'appareil judiciaire libanais, améliore l'accès à la justice et offre une formation spécialisée au personnel judiciaire. L'objectif spécifique est de soutenir la justice libanaise dans ses efforts de modernisation et de promouvoir l'efficacité, la crédibilité et les capacités du système judiciaire.

L'Office du Ministère d'État à la Réforme Administrative (OMSAR) et le PNUD sont chargés de la mise en œuvre de ce projet en étroite collaboration avec le ministère de la Justice.

LT

## Genre (5 projets)

€ 3 000 000

### 1. Améliorer le statut et les conditions de travail du personnel de santé féminin (€ 778 952) – Association Amel Association – Partenaire: CESTAS

Ce projet vise à lutter contre la discrimination fondée sur le genre dans les lieux de travail à l'égard du personnel de santé féminin, à travers l'amélioration des conditions de travail du personnel de santé et des soignants qui souffrent des mêmes problèmes socio-économiques qui touchent leur

# Les journées de la coopération UE - Liban

## Droits de l'homme

communauté . Ce projet vise en second lieu à améliorer le statut des femmes dans cette profession, pour que plus de femmes s'orientent vers la profession d'infirmière et vers d'autres domaines médicaux, afin de combler une carence importante du système libanais de soins de santé.

### **2. Promotion de la participation économique et publique des femmes au Liban (€ 414 440) - fondation René Moawad (FRM) – partenaire: MADA**

Le taux de participation économique des femmes est relativement faible au Liban. L'inégalité d'accès au marché d'emploi, le taux de chômage plus élevé des femmes, la discrimination entre hommes et femmes en termes de rémunération ainsi que beaucoup d'autres éléments montrent qu'il est nécessaire d'informer et de sensibiliser les acteurs locaux sur l'importance de favoriser l'accès des femmes aux différentes opportunités, qui seraient génératrices de revenus . Le projet vise à :

- a) Soutenir les femmes dans le processus de renforcement de leurs capacités pour pouvoir acquérir une plus grande autonomie financière. Cela signifie une meilleure prise en compte de leurs opinions dans le processus de décision familiale
- b) Promouvoir une vraie participation publique des femmes pour que leur parole soit prise en considération.

### **3. La CEDEF de la théorie à la pratique (€ 743.357,00) - Kafa (assez) de violence et d'exploitation - partenaire: organisation des femmes arabes de Jordanie**

La Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) est la référence principale en matière de droits des femmes et d'égalité des genres. Cependant, actuellement, il n'existe d'approche structurelle ou durable pour mettre en œuvre cette convention ni au Liban, ni en Jordanie. L'absence des principes de la CEDEF dans les politiques nationales a rendu les femmes encore plus vulnérables aux abus des droits de la personne. La compréhension et la connaissance de la CEDEF, de ses principes, de sa mise en œuvre et de ses mécanismes de contrôle sont faibles au niveau de la société civile et des législateurs. Le projet vise donc à promouvoir la mise en œuvre et l'application complètes de la CEDEF et le respect des droits de la femme a) en facilitant son application aux procédures courantes dans divers secteurs, notamment le secteur judiciaire et juridique et la société civile et b) en plaidant pour que le gouvernement lève ses réserves à la convention et endosse le protocole facultatif.

### **4. Autonomisation, emploi et plaidoyer: combattre l'inégalité des sexes qui touchent les femmes palestiniennes réfugiées au Liban (€ 434 436) – agence catholique pour le développement outre-mer (CAFOD) – Partenaire: association NAJDEH**

Les femmes palestiniennes sont victimes de graves discriminations dans leur famille à cause des valeurs traditionnelles conservatrices qui sont toujours très répandues dans la communauté de réfugiés palestiniens, valeurs qui réapparaissent chez les jeunes générations. D'autre part, les frustrations à l'égard des restrictions, du chômage et des difficultés économiques ont contribué au niveau élevé de violence domestique contre les femmes et les enfants. Les objectifs du projet sont : a) accroître l'autonomisation des femmes en leur assurant l'accès aux formations spécialisées, à l'emploi et la participation aux structures de prise de décision b) lutter contre les stéréotypes sexistes négatifs par l'action de plaidoyer aux deux niveaux, national et local, et par la sensibilisation aux droits de la femme et aux questions liées à la violence domestique c) renforcer les capacités, l'apprentissage et le partage d'informations entre les ONG travaillant sur les questions d'égalité entre hommes et femmes.



## 5. Travailler avec les hommes et les garçons pour mettre fin à la violence contre les femmes au moyen orient (€ 646 241) – OXFAM GB- Partenaire: KAFA

L'inégalité entre les sexes a été reconnue comme étant l'un des obstacles les plus importants au développement humain dans le monde arabe. La violence contre les femmes est le problème le moins reconnu dans les pays arabes. Suite à un programme pilote de trois ans mené par les Nations Unies visant à l'arrêt de la violence grâce à des stratégies et des approches de travail avec les hommes et les garçons, le projet se basera sur ces réalisations en concevant un programme régional cohérent visant à mettre fin à la violence contre les femmes (VAW) en travaillant avec les hommes et les garçons. L'objectif de ce projet est de contribuer aux efforts des organisations de la société civile au Moyen Orient visant à lutter contre les stéréotypes sexistes en s'attaquant aux causes fondamentales de la VAW. Cela permettra d'améliorer les attitudes et les pratiques des hommes ainsi que les politiques du gouvernement en vue de mettre fin à la violence domestique.

LT

### MEDITER - Women for Change (femmes pour le changement)

**€ 800 000**

MEDITER - Women for Change est un projet de coopération entre Autorités Locales (IRIS Provincia di Pescara) et Acteurs Non Étatiques (Safadi Foundation, CAWTAR et GRAIF), pour soutenir les femmes actives dans les autorités locales et les ONG de la région Euro-méditerranéenne.

Plus précisément MEDITER – Women for Change se propose de: contribuer à une meilleure disponibilité des sources statistiques et données qualitatives sur la condition de la femme euro-méditerranéenne, à travers la réalisation d'études préliminaires ; renforcer les capacités d'un groupe-cible de 25 femmes bénéficiaires dans le domaine de la planification et de la gestion locale. L'harmonisation des compétences permettra en outre de faciliter les initiatives transfrontalières et la gestion efficace des ressources régionales et internationales. Grâce à l'engagement actif des femmes ainsi formées, créer un réseau légalement reconnu d'ANE et AL, afin de procurer l'assistance technique nécessaire aux acteurs locaux et d'encourager les échanges entre ceux-ci. L'un des éléments clés du développement durable réside en effet dans la capacité de connexion entre les AL et ONG méditerranéennes et la possibilité d'utiliser des stratégies communes de développement local. Cette connexion sera mise en application à travers la réalisation d'un projet pilote dans le domaine de la gestion culturelle.

LT

### Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme

**€ 4 385 000**

RÉSUMÉ L'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH) est l'expression concrète de l'intention de l'UE d'intégrer la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans toutes ces politiques extérieures. L'IEDDH permet une indépendance de l'action, caractéristique essentielle de la coopération avec les organisations de la société civile au niveau national, notamment pour ce qui est des domaines critiques de la démocratie et des droits de l'homme.

Entre autres mesures, il soutient des initiatives locales globales visant à aider la société civile à devenir une réelle force de réforme politique et de défense des droits de l'homme.

7 initiatives sont actuellement en cours au Liban dans le cadre de l'IEDDH :

- Promotion des droits des travailleurs migrants (menée par Caritas)
- Promotion et protection de la liberté d'expression (menée par la Fondation Samir Kassir)
- Prévention de la torture et réhabilitation de ses victimes dans la Prison de Roumieh (menée par AJEM)

# Les journées de la coopération UE - Liban

## Droits de l'homme

- Contrôle et réduction de la détention arbitraire (menée par ALEF)
- Promotion des droits des personnes handicapées menée par Handicap International
- Amélioration de la transparence et de la lutte contre la corruption menée par Transparency International
- Sensibilisation aux risques de toxicomanie dans les camps palestiniens menée par NABA
- Promotion des droits femmes libanaises détenues menée par DIAKONIA

### Projets sur les droits de l'homme

€ 93 703



ALLEMAGNE



ITALIE

### Genre

€ 1 880 000

Soutenir l'égalité des genres dans le domaine de l'éducation au Liban (€ 480 000 comme subvention)

Mené par: l'UNESCO

Le projet comporte trois volets interdépendants: a) aider le ministère de l'Éducation dans l'élaboration d'un programme global visant à assurer l'alphabétisation des filles et femmes ayant abandonné l'école, dans le cadre plus large de réduction de la pauvreté ; b) éradiquer les stéréotypes sexistes des manuels et programmes scolaires et soutenir la diversification des choix éducatifs et professionnels des filles et des femmes; c) prévenir la violence basée sur le genre dans les écoles en favorisant les changements de politiques sectoriels et juridiques et les campagnes de sensibilisation.

Introduction de mesures contre la violence basée sur le genre dans les plans nationaux (€ 700 000 comme subvention)

Mené par: FNUAP

Ce projet contribue aux résultats du programme de pays sur le genre pour 2010-2014 : une sensibilisation accrue, un plaidoyer basé sur des preuves factuelles et un dialogue sur les politiques afin de promouvoir les cadres institutionnels et juridiques et les systèmes visant à prévenir, protéger les victimes et faire face à la Violence Fondée sur le Genre, utilisant une perspective des droits de l'homme, y compris en situation d'urgence et de post-urgence.

Ce projet a permis d'élaborer un plan d'action lié à la Violence Fondée sur le Genre comprenant les principales priorités qui seront soutenus par le FNUAP et mis en œuvre par diverses entités pertinentes.

Promotion de la participation des femmes à la gouvernance et au développement local (€ 700.000 comme subvention)

Mené par: le gouvernement libanais

A la lumière de l'absence consternante des femmes libanaises des politiques représentatives et des processus de prise de décision, ce projet intervient pour promouvoir leur présence et leur participation active aux niveaux qualitatifs et quantitatifs. Cet objectif est réalisé à travers une stratégie globale qui réunit les stratégies et les intérêts et forge des alliances entre les parties prenantes gouvernementales et non-gouvernementales, poursuivant de la sorte la réduction de l'écart entre le centre et les périphéries.



2010-  
2013

**Fonds arabe pour les droits de l'homme – soutenir la capacité de collecte de fonds**  
**€ 180 500**

Soutien financier à l'engagement d'un agent de développement/de collecte de fonds pour le Fonds Arabe chargé de recueillir des fonds pour des projets traitant des droits de l'homme parmi la diaspora arabe. Le Fonds arabe pour les Droits de l'Homme (AHRF) s'engage à fournir à la communauté des droits de l'homme dans la région des ressources de la région même. Le Fonds envisage en effet qu'un jour, les efforts des défenseurs et organisations des droits de l'homme soient poursuivis par les bénéficiaires de leurs travaux, à savoir les populations de la région arabe. Mais pour que cela se produise, le Fonds devra investir autant de temps et de ressources dans la collecte de fonds et la promotion de la philanthropie fondée sur les droits de l'homme, que dans l'octroi de subventions dans la région arabe.

**Les objectifs du Projet:** Améliorer l'image et la perception, augmenter sa sensibilisation parmi l'audience cible de la région et encourager le soutien et les dons régionaux arabes.

Données de Contact: [www.ahrfund.com](http://www.ahrfund.com)

2010-  
2013

**Collectif de recherche et d'actions pour la formation (CRTD.A) - protection et promotion des droits de la femme à la citoyenneté et la nationalité complètes**  
**€ 280 000**

Assistance juridique aux femmes en matière de nationalité et de renforcement des capacités à travers la formation des avocats et des ONG et la mobilisation de l'opinion publique.

**Les objectifs du Projet:**

- Mettre en place des services juridiques directs en identifiant, soutenant et répertoriant les cas juridiques de femmes qui se voient refuser le droit de transmettre leur nationalité ;
- Développer des stratégies de communication visant à informer le public et les décideurs des contraintes juridiques liés au refus du droit des femmes de transmettre leur nationalité, y compris la réalisation d'un documentaire ;
- Mettre en place des alliances et des partenariats en mobilisant d'autres ONG dans les communautés en faveur d'un plaidoyer collectif dans la réforme de la loi sur la nationalité ;
- Renforcer les capacités en formant les avocats et les partenaires tels que les ONG et les OSC.
- Engager et établir un dialogue sur les politiques avec les institutions de gouvernance et de politique compétents pour la réforme de la loi sur la nationalité au Liban.

Données de Contact: [www.crt-da.org.lb](http://www.crt-da.org.lb)

2011-  
2012

**UNRWA/PINACLE – Aide juridique aux réfugiés palestiniens**  
**€ 300 000**

Accord d'une aide juridique aux réfugiés palestiniens par des centres mobiles d'aide judiciaire au sud et au nord du Liban et dans la Békaa.

**Objectifs du Projet:**

- Élaborer un service d'aide juridique
- Élaborer un système de référence
- Renforcer la capacité et la sensibilisation des avocats libanais
- Promouvoir la sensibilisation et la connaissance des réfugiés palestiniens sur les questions d'information
- Identifier des cas ayant créés des précédents

Données de contact:

**Mme. Sara Dominoni**

Chef par intérim de l'Unité des Relations avec les Donateurs

Courriel: [S.Dominoni@UNRWA.ORG](mailto:S.Dominoni@UNRWA.ORG)



# Les journées de la coopération UE - Liban

## Droits de l'homme

2011-  
2012

### ACT pour les disparus – Engager la société dans la question des disparus et enlevés au Liban

€ 80 000

Le projet vise à engager la société libanaise dans les efforts portant sur l'héritage du passé au Liban concernant les disparitions forcées et à soutenir l'élaboration d'une solution significative et durable à la question aux personnes portées disparues durant la guerre civile au Liban.

**Objectifs du Projet:** Améliorer les connaissances sur la question des disparus et des enlevés au Liban et promouvoir le droit de savoir le sort des disparus. Le projet vise également à discuter des solutions disponibles et à engager un débat national public.

ACT vise à aider les familles des disparus à parler de leurs expériences personnelles et à devenir des acteurs actifs du changement.

Données de contact:

[j.dimayo@act4thedisappeared.org](mailto:j.dimayo@act4thedisappeared.org) / Justine Di Mayo

2012-  
2014

### Développement de l'action sans frontières (Naba'a)- NABA'A: centres certifiés pour jeunes

€ 105 000

La fourniture d'informations sur les drogues (les différents types de drogues et la mauvaise utilisation de médicaments) et l'introduction de compétences qui renforcent les choix de vie positifs et sains.

**Objectifs du Projet:**

- Des sessions de sensibilisation
- Renforcer la relation entre l'office de contrôle des drogues dans la région de Saida, les comités populaires et les ONG locales.
- Responsabiliser les enfants et les jeunes et accroître leur résistance au mal.

Données de contact: [www.nabaa-lb.org](http://www.nabaa-lb.org)

2012-  
2014

### L'Organisation libanaise des études et de formation (lost) - lost: les droits politiques des femmes

€ 91 000

L'autonomisation politique de 150 femmes économiquement défavorisées et politiquement marginalisées dans la région de Baalbek-Hermel au Liban par l'intermédiaire d'un programme comprenant l'éducation aux droits des femmes, notamment les droits politiques et une expérience pratique dans l'organisation de campagnes de plaidoyer dans leurs communautés locales pour préparer les élections nationales au Liban en 2013.

**Objectifs du Projet:**

- Éduquer 150 femmes de la région de Baalbek-Hermel et Akkar au Liban à propos des droits de l'Homme en général, et des droits de la femme en particulier ;
- Sensibiliser et former 150 femmes sur la façon de plaider en faveur des causes dans leurs organismes représentatifs et institutions publiques ;
- Sensibiliser et former 150 femmes sur l'utilisation des outils informatiques à utiliser les initiatives basiques de plaidoyer aux niveaux local et national.

Données de contact: [www.lostlb.org](http://www.lostlb.org)



2012-  
2014

**«Search for common ground» (SFCG) (recherche de terrain d'entente) – «rise of the phoenix» (l'ascension du phénix) – jeu vidéo pour la paix**

**€ 250 000**

Le jeu vidéo " The Rise of the Phoenix " (L'Ascension du Phénix) vise à promouvoir les valeurs de respect mutuel et de collaboration pour résoudre les problèmes de manière pacifique. Il permettra également aux jeunes libanais d'acquérir des compétences utiles pour la résolution de conflits telles que la négociation et la médiation et des compétences générales telles que la tolérance, la compréhension et la compassion. Ce jeu traitera de sujets sensibles comme les droits de l'Homme et l'égalité des sexes.

Ce jeu s'adressera aux jeunes entre 15 et 20 ans et se basera sur deux plateformes pour atteindre le public cible: l'une en ligne et l'autre hors-ligne. Le joueur téléchargera le jeu, y aura accès via Facebook, et jouera sur son ordinateur.

**Objectifs du Projet:**

- Développement et création d'un jeu vidéo pour Facebook et téléphones portables.
- Vaste diffusion du jeu à travers Facebook;
- Diffusion hors-ligne du jeu dans 20 écoles à travers les six régions du Liban
- Tournois scolaires internes dans les 20 écoles cibles
- Un tournoi national pour jouer hors du contexte scolaire

Données de contact: [www.sfcg.org](http://www.sfcg.org)

2012-  
2014

**AltCity: média pour les droits de l'homme**

**€ 78 000**

Le projet met en place une salle de presse communautaire et un espace de formation à l'intérieur d'AltCity et organise des événements, des formations, des activités de soutien entre autres, afin de soutenir les initiatives médiatiques communautaires, alternatives, initiatives de jeunes, indépendantes et/ou sociales au Liban et dans la région MENA.

**Objectifs du Projet:** Le projet portera sur les efforts soutenant la liberté d'expression, les médias sociaux pour des changements sociaux et autres médias visant à effectuer un changement social, en mettant l'accent sur :

- La façon de traiter les questions des droits de l'homme et de promouvoir les droits universels de l'homme dans les médias
- La sécurité en ligne et hors-ligne des blogueurs indépendants et producteurs de médias
- Le reportage dans les situations complexes/dangereuses
- L'innovation des médias et le développement d'initiatives médiatiques durables et auto-suffisantes dans la région MENA
- Les bases de la production médiatique, l'écriture, la déontologie des journalistes, les nouvelles compétences dans le secteur des médias et l'éducation aux médias.

Données de contact:

**Mr. David Munir Nabt**

CEO, AltCity

Courriel: [dmn@altcity.me](mailto:dmn@altcity.me)

# Les journées de la coopération UE - Liban

## Droits de l'homme



ROYAUME-  
UNI

### Osseiran (école du sud du liban pour les aveugles) – les aptitudes de vie autonome et l’alphabétisation numérique des personnes aveugles au sud du liban

€ 5 000

Ce projet vise à former les bénéficiaires sur la façon de devenir autonomes dans leur famille, communauté et/ou environnement de travail et de se doter de compétences de base en informatique et utilisation de l'internet. Il s'agit là d'un autre projet de l'Héritage Paralympique ayant pour but de promouvoir une exposition positive et le dialogue sur la question du handicap au Liban, notamment pour ce qui est de l'insertion des personnes handicapées dans la population active. La formation informatique sera dispensée par un formateur aveugle qui a déjà participé à l'élaboration du premier programme de communication informatisée en langue arabe. Le Centre Osseiran de Ressources et la Référence situé à Nabatiyeh a été créé en coopération avec l'Institut National Royal Britannique pour Aveugles.

### Budget de programme bilatéral - design pour beyrouth

€ 4 000

Visite parrainée de Fadi Halabi, grand militant libanais des droits des personnes handicapées au Royaume-Uni.

Ce projet vise à promouvoir l'exposition positive et le dialogue sur la question du handicap au Liban et à permettre au bénéficiaire de profiter de l'expérience britannique dans le domaine du Design pour Tous. Design pour Tous est un projet conçu pour la diversité humaine, l'inclusion sociale et l'égalité (Déclaration EIDD de Stockholm, 2004) et se base sur l'accessibilité sans obstacles aux personnes handicapées et sur la notion plus large du design universel. Fadi profitera de cette visite pour élaborer une proposition visant à ce que Beyrouth se conforme aux normes internationales liées au design universel.

### Consolider la formation des juges

Ce programme qui s'est déroulé de 2007 à 2012 a eu pour objet de soutenir la formation des magistrats. Il a permis de renforcer les capacités du Ministère de la justice en offrant un soutien à la professionnalisation de l'ensemble des acteurs du monde judiciaire libanais, dont les magistrats libanais, en améliorant notamment leurs connaissances du droit européen, du droit commercial, de l'administration et du fonctionnement de la justice. Ce programme doit toucher plusieurs centaines d'acteurs du monde judiciaire (magistrats, huissiers, greffiers, notaires).

Ce programme a été mené en partenariat avec l'Ecole Nationale de la Magistrature française ; les juridictions françaises ; le Conseil d'État Français ; l'Institut d'Etudes Judiciaires (Liban) ; ACOJURIS ; l'Union Européenne et l'Institut français du Liban.

Le montant du projet s'est élevé à 2,6 millions d'euros accordés par l'Union Européenne pour ce programme, exécuté par ACOJURIS avec l'appui de la coopération française. Ce projet a débuté en octobre 2007 et a pris fin en mars 2012. L'expertise française a couvert tout le programme.

Dans la continuité de ce projet, l'Union européenne a lancé en 2012 un appel d'offres pour un projet «Renforcement de capacités de l'institution judiciaire libanaise», géré par le Bureau d'Etat à la réforme administrative (OMSAR), d'une durée de deux ans et financé à hauteur de 900.000 €.

Ce nouveau projet sera conduit par Justice coopération international, JCI, qui a remplacé en 2012 l'association ACOJURIS, opérateur à l'international du ministère de la justice, de l'Ecole



FRANCE



nationale de la magistrature et de l'Ecole d'administration pénitentiaire, en qualité de leader d'un consortium composé d'un partenaire espagnol, la FIIAPP (Fondation internationale et ibéro-américaine d'administration, opérateur public) et d'un partenaire italien, l'ISISC (Istituto superiore internazionale di Scienze criminali, fondation à but non lucratif, créée en 1972 par l'association internationale de droit pénal).

Le projet a pour objectif de poursuivre la formation des magistrats et des auxiliaires de justice, dans un périmètre très large, puisqu'il inclut les notaires et les huissiers.

#### **Soutien français à l'institut des finances Basil Fuleihan**

**€ 50 000**

L'Institut des Finances Basil Fuleihan a été créé en juillet 1996 par un protocole entre le Ministère de l'Economie et des Finances français et le Ministère des Finances libanais de 10 millions FF dans un contexte de réforme politique et économique pour être l'instrument de la politique de modernisation des finances publiques libanaises. Il a été créé avec l'appui du Ministère des Finances français.

Ce soutien a permis d'assurer : l'accueil, depuis 2005, de 41 fonctionnaires et de stagiaires libanais dans les administrations financières et les écoles françaises (ENA, ENFIP, IGPDE) ; l'organisation de voyages d'études destinés à familiariser les responsables libanais avec les solutions techniques et les réformes des politiques publiques mises en place en France et dans des pays voisins, notamment les pays francophones ; le renforcement des échanges et des liens avec les différentes institutions françaises pertinentes.

Le Ministère de l'Economie et des Finances français alloue, en liaison avec Adetef, l'opérateur technique français de la coopération internationale dans les domaines économique et financier, une subvention annuelle de 50 000 €.

#### **Promouvoir la culture des droits de la femme au liban**

**€ 279 892**

Le projet vise à contribuer à promouvoir la démocratie et la gouvernance au Liban, en termes de reconnaissance des droits de la femme. A cet effet, une campagne nationale visant à encourager la société libanaise à adopter une culture de respect des droits de la femme et de l'égalité des genres sera lancée afin de renforcer le rôle des organisations de femmes en tant qu'interlocutrices dans ce domaine. Des conditions appropriées dans divers secteurs politiques, religieux, sociaux et culturels seront élaborées grâce à la création d'un Réseau International pour les Femmes en collaboration avec les organisations de la société civile.



ESPAGNE